

La Lettre de l'Observatoire Social de Lyon n°13 - Octobre 2012



Edito

Nous avons évoqué, dans la lettre n° 10, **l'extension du domaine de la précarité** qui concerne de plus en plus de ménages qui étaient considérés, il y a peu, à l'abri. L'OSL souhaite prolonger cette réflexion en abordant le cas **des jeunes propriétaires installés dans le périurbain** qui présentent, *a priori*, tous les attributs de la « réussite sociale ». On observe au sein de cette population un profil de ménages, moins fortunés, actifs primo-accédants avec un ou plusieurs enfants en bas âge, qui n'ont réussi à devenir propriétaires qu'au prix d'une installation dans **le périurbain éloigné**, où le foncier est plus accessible.

Ces ménages sont directement touchés par **la précarité énergétique**, mais sous une forme différente que celle que nous avons abordée dans notre première lettre, ce sont ici **les coûts de déplacement** qui amorcent la spirale de la précarité.

La précarité énergétique liée à la mobilité périurbaine

LES DANGERS DU PÉRIURBAIN ÉLOIGNÉ

La maison individuelle est encore pour beaucoup le logement idéal. C'est le lieu où la famille peut s'épanouir et, plus encore, c'est l'incarnation de la réussite d'un projet de vie.

Symbole d'une trajectoire résidentielle ascendante, la construction d'une maison individuelle peut pourtant produire l'effet exactement inverse pour les ménages dont les revenus ne permettent pas de faire face aux contraintes, souvent méconnues, de ce mode de vie. Lors d'une étude menée en 2009, nous avons distingué 4 contraintes (voir schéma).

La première est **le coût du foncier**. Ces ménages ne peuvent acheter un terrain qu'au prix d'un éloignement important des grandes villes et, surtout, de leur lieu de travail.

Cette contrainte incite ces ménages à se focaliser sur le prix de la parcelle au détriment des caractéristiques de la commune d'accueil. Après une longue prospection, les ménages ayant trouvé une parcelle dans leur budget se dépêchent d'en faire l'acquisition et prennent seulement par la suite conscience des difficultés induites par ce choix.

En particulier, **le coût des déplacements domicile-travail** est très souvent sous-estimé, ce qui a pour effet de plonger les ménages vulnérables dans la précarité énergétique liée aux déplacements. Les trajets quotidiens de 60, voire 80km, pour aller au travail sont incompressibles. A cette sur-dépense s'ajoutent **les frais annexes (travaux de finition de la maison, garde des enfants)**, eux-aussi souvent sous-estimés, et **une vulnérabilité à tous les aléas**.

Ces ménages doivent faire face à des difficultés qu'ils n'auraient jamais imaginé rencontrer, comme cette femme qui nous a déclaré en entretien « *Avant de m'installer dans ma maison, j'avais des projets sur 10 ans mais maintenant c'est fini, je n'en ai plus* ». Ce jeune couple avec deux enfants réalise 2 fois 60 km par jour. Se voyant presque acculés au déménagement, ils dressent un constat amer de leur situation : « *Vous vous rendez compte on a deux salaires pleins et on est dans la précarité ! Là où je travaille, dans les quartiers, je connais des gens qui ont bien moins que nous et ils partent en vacances ! Nous on ne peut pas* ».

LE TABOU DU DÉMÉNAGEMENT

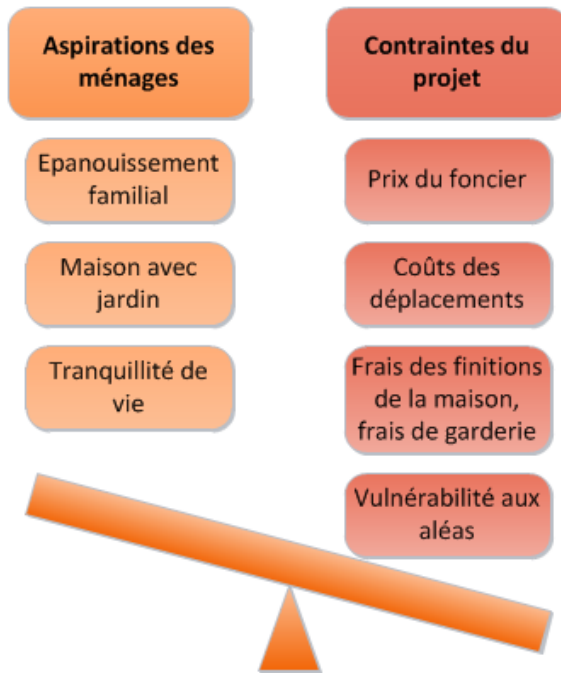
Le déménagement est une extrémité à laquelle ces ménages ne veulent pas penser. S'il est forcé, il représente l'exact inverse de la construction d'une maison, à savoir un déclassement social.

Se pensant dans une trajectoire résidentielle ascendante, la possibilité d'un déménagement subi est le plus souvent niée, jusqu'à ce que ces jeunes propriétaires se retrouvent objectivement en situation de pauvreté.

Travaillant le plus souvent tous les deux, fondant une nouvelle famille, la maison périurbaine leur apparaît comme un droit auquel ils peuvent prétendre.

Même quand les difficultés commencent à s'accumuler, les ménages ne remettent pas en question le bien fondé de leur projet résidentiel. Ils pointent plutôt la montée du prix de l'essence qu'ils vivent comme une injustice.

De plus, les ménages issus de quartiers denses apprécient énormément le fait de pouvoir vivre « à la campagne », la maison individuelle crée chez eux un effet cliquet qui dévalue considérablement à leurs yeux les autres formes d'habitat.



Pour faire face à ce problème, il est important de prendre en compte les aspirations des ménages dans les solutions qui leur sont proposées.

Les discours sur les effets néfastes de la périurbanisation ne peuvent plus toucher cette population. Leur souci est de pérenniser leur projet résidentiel dans le périurbain.

Il n'existe pas de solution miracle, mais des outils à portée limitée, comme le covoiturage ou le diagnostic personnalisé de mobilité, par exemple, qui permettent de limiter et/ou de mieux contrôler le coût des déplacements.

Pour promouvoir ces outils, il est important de montrer aux ménages concernés que ce

sont des leviers mobilisables pour la pérennisation de leur projet résidentiel.

Mais ces pistes ne peuvent suffire pour les ménages les plus touchés par cette précarité énergétique, leur cas relève directement de l'action sociale. La priorité est à leur repérage afin de ne pas les laisser abandonnés à eux-mêmes.

josselin.berne@observatoire-social.org

DES NOUVELLES DES ETUDES

Travaux de l'OSL sur la précarité énergétique :

- ▶ Vulnérabilité et précarité des ménages périurbains face aux dépenses énergétiques habitats-déplacements (réalisation de l'étude qualitative par l'OSL), pour l'Agence d'Urbanisme de Lyon. En partenariat avec le LET
- ▶ Etude sociotechnique sur les chantiers pilotes « précarité énergétique », pour les Compagnons Bâtisseurs
- ▶ Analyse des représentations liées à la dépense énergétique, pour l'ADEME

Nouvelles études de l'OSL :

- ▶ Recherche-action sur la Vulnérabilité Énergétique Globale - Méthodologie de repérage et accompagnements des ménages pour la lutte contre la double précarité énergétique, pour le PUCA. En partenariat avec Hespul, Heliose, Polénergie, Mobilité 07-26, MOPI, Cermosem.
- ▶ Opération de renouvellement urbain de La Plata - Enquête sociale, pour HMF.
- ▶ Evaluation externe des activités de la Fédération ALMA France, pour ALMA France
- ▶ Construction d'un outil d'évaluation partagé, pour la Ville de Vaulx-en-Velin

L'équipe de l'OSL : David CHEVALLIER (directeur), Stéphanie PERRET, Josselin BERNEDE, Annabelle BERTHAUD, Carine GILLOUIN, Christian HARZO (sociologue consultant associé)

OSL • 29 rue du Plat - 69002 Lyon • Tel. 04 78 38 52 00 — Fax 04 78 38 52 02 • osl@observatoire-social.org
www.observatoire-social.org